

BEAUVEAU DE LA SÉCURITÉ

TABLE RONDE N° 8 :

"CONDITIONS MATÉRIELLES, CAPTATION VIDÉO ET SOUTIEN"



Georges KNECHT pour le SNIPAT :

« Je vais essayer de vous parler aujourd'hui, dans cette dernière table ronde, de l'humain, des personnels de soutien puisqu'on parle aujourd'hui du soutien opérationnel.

Dans la police il y a l'**opérationnel** avec les actifs et **nous, nous y rangeons aussi les policiers scientifiques** même si l'administration continue à

les classer dans le soutien à l'opérationnel, et **le soutien à l'opérationnel qui est constitué des personnels administratifs, techniques et spécialisés.**

Ces personnels sont 24 000 et s'ils ne sont pas là, il n'y a rien qui tourne, à commencer par les tables rondes de ce « Beauveau de la sécurité » mais aussi les déplacements du ministre comme celui d'aujourd'hui pour le drame qui endeuille le ministère de l'intérieur.

Ces personnels, s'ils servent bien la maison police, souffrent depuis des décennies d'une **absence de considération**. Car si 24000 personnels administratifs, techniques, scientifiques et spécialisés, couramment appelés PATS, sont **policiers pour le mauvais**, contraintes horaires et servitude particulière, l'exposition danger et j'en passe, **ils ne le sont jamais pour le bon.**

Ils attendent depuis des années la **reconnaissance de leur rôle** et cette reconnaissance doit se faire par une réforme profonde de la police qui veut s'articuler autour des deux pans « opérationnel » et « soutien à l'opérationnel » avec des passerelles entre les deux.

Le « Beauveau de la sécurité » était pour cela une occasion historique.

Le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et le Président Emmanuel Macron ont eu des mots forts en la matière. Ils ont suscité des espoirs.

Leur soutien a pris une dimension plus forte encore après l'assassinat de notre collègue de Rambouillet, assassinée je le rappelle uniquement parce qu'elle était policière.

Nous avons fait remonter au plus haut de l'État les attentes des collègues en matière de reconnaissance.

Celle-ci ne peut pas se faire qu'à titre posthume.

Il faudra donc que les conclusions soient à la hauteur, notamment sur un point attendu : l'I.S.S.

La fameuse prime de risque. Tous les policiers l'ont, même ceux qui sont sur des postes sédentaires.

Les administratifs et techniques de l'administration pénitentiaire l'ont aussi au motif que le contact avec les détenus peut être dangereux.

Mais les PATS police au contact avec le danger au quotidien ne l'ont pas.

Ils ne travaillent pas comme dans les autres administrations et pourtant ils sont payés comme tels.

Alors je veux en profiter, lors de cette dernière table ronde, pour dire de manière solennelle que **cette I.S.S. est une nécessité.**

Tout le monde en convient : les politiques qu'on a rencontrés, l'ensemble des syndicats, les associations de défense des forces de l'ordre, mais aussi les citoyens qui découvrent bien souvent que nous ne l'avons pas.

Ni nous, ni nos collègues, ne comprendrions que l'on mégote sur le sujet au cœur d'un rendez-vous si important pour la sécurité.

L'octroi de cette I.S.S. est en effet une goutte d'eau au regard des dépenses déjà faites ces dernières années pour d'autres corps.

Les PATS police en ont marre d'être les plus mal payés de la police, d'avoir des contraintes horaires sans égales et d'être écartés de toutes les gratifications, de n'avoir aucune reconnaissance statutaire, d'être exposés tant au mépris et aux conséquences néfastes d'une image écornée de la police qu'aux dangers de travailler pour une institution ciblée par les délinquants, criminels et terroristes.

Je terminerai en pensant à Jessica SCHNEIDER, Brice LE MESCAM et Stéphanie MONFERMÉ.

Tous les trois policiers administratifs, morts non pas pour ce qu'ils ont fait, non pas pour leurs actes, mais juste parce qu'ils travaillaient en police, sans arme, sans protection, sans statut, sans primes de risques pour des salaires dérisoires et des perspectives de pensions dérisoires.

Je veux m'adresser à nos décideurs, aujourd'hui, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Président Emmanuel Macron, vous avez une responsabilité historique, pas pour le passé mais pour l'avenir.

Vous avez le devoir aujourd'hui de **prendre une décision politique forte** et non guidée par la technocratie comptable.

La réussite du « Beauvau de la sécurité » en dépend et l'avenir de la police aussi. »

